



PAS-DE-CALAIS HABITAT
Office Public de l'Habitat

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU

SEANCE DU 01 JUILLET 2022

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Mesdames AIT-CHIKHEBBIH, DUHEN
Messieurs LEROY, MELLICK, MALFAIT

Excusée : Madame ROSSIGNOL

GIE « Expertise et Support » et « Systèmes d'Information et Numérique » de CDC Habitat – Lettres de missions

Direction politique clients et solidarités
Rapporteur : Bruno DUVAL

Par délibération du 25 février 2022, le Conseil d'administration a décidé l'adhésion de Pas-de-Calais habitat aux GIE du groupe CDC habitat « Expertise et support » et « Systèmes d'Information et Numérique » et a donné délégation au Bureau pour décider les modalités de mise en œuvre de cette adhésion.

La mise en œuvre de cette adhésion permettra d'accéder au dispositif dénommé « Sentinelle » permettant de mettre en place un observatoire des incivilités et d'établir une cartographie de ces faits, au sein du patrimoine de Pas-de-Calais habitat.

Il est proposé l'utilisation de ce dispositif dans un premier temps sur un site pilote de la Direction Territoriale de Lens Liévin (Avion - République) pour un déploiement progressif, dans un second temps, sur l'ensemble du patrimoine.

Le coût pour l'Office de l'accès au dispositif Sentinelle est estimé à :

- Coûts d'exploitation annuels : coût fixe de 1 250 € / an (gestion de l'environnement, ...) auquel s'ajoute 0,34 € / logement,

- coûts de déploiement pour une extension à l'intégralité du patrimoine : estimé entre 4 000 € et 5 000 €, en fonction des besoins de formation et assistance.

Sur le plan formel, l'accès à ce dispositif nécessite chaque année :

- une lettre de mission cadre signée conjointement avec chacun des GIE concernés ayant pour objet de définir les missions que Pas-de-Calais habitat projette de leur confier et de donner une indication prévisionnelle sur l'importance des moyens que ces GIE devra mobiliser afin de répondre aux demandes de la Pas-de-Calais habitat pour l'année 2022 (Annexes 1 et 2),
- des lettres de missions particulières selon modèle joint en annexe 3 devront ensuite être conclues entre les GIE et Pas-de-Calais habitat afin de contractualiser les missions confiées au fur et à mesure de l'avancée du projet.

Enfin il convient de conclure des conventions de groupement de fait avec chacun des GIE (annexe 4) afin de bénéficier d'une exonération de TVA sur les facturations des GIE en 2022.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ décident la signature conjointe des lettres de mission cadre pour l'année 2022 entre Pas-de-Calais habitat et les GIE du groupe CDC habitat « Expertise et support » et « Systèmes d'information numériques »,
- ✓ décident la signature conjointe des lettres de missions particulières pour l'année 2022 au fur et à mesure de l'avancée du projet entre Pas-de-Calais habitat et les GIE du groupe CDC habitat « Expertise et support » et « Systèmes d'information numériques »,
- ✓ décident la conclusion de conventions de groupement de fait entre Pas-de-Calais habitat et les GIE du groupe CDC habitat « Expertise et support » et « Systèmes d'information numériques »,
- ✓ autorisent le Directeur général à signer les lettres de missions susvisées ainsi que les conventions de groupement de fait et à en fixer définitivement les clauses charges et conditions.

Décision adoptée à l'unanimité.

ANNEXE 1

LETTRE ANNUELLE DE MISSION CADRE DE L'OPH PAS DE CALAIS HABITAT AU GIE EXPERTISE ET SUPPORT POUR L'ANNEE 2022.

ENTRE

PAS DE CALAIS HABITAT, Office public de l'habitat, dont le siège est à ARRAS (Pas de Calais), 4 avenue des Droits de l'Homme, Etablissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé au registre du commerce et des sociétés d'Arras sous le numéro 344 077 672, représenté par Bruno Fontalirand, Directeur général, dûment habilité à l'effet des présentes

ci-après dénommée l' «OPH »

ET

Le **GIE** Expertise et Support, groupement d'intérêt économique sans capital, dont le siège social est à PARIS, 33 avenue Pierre Mendès France, immatriculé au registre du commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 510 189 632, représenté par LECUIVRE Clément, administrateur unique, dûment habilité à l'effet des présentes.

ci-après dénommé le « *GIE* »

Article 1. Objet

La présente lettre de mission cadre a pour objet de définir les missions que l'OPH entend confier au GIE et leurs modalités d'attribution ainsi que de donner une indication prévisionnelle sur l'importance des moyens que le GIE devra mobiliser afin de répondre aux demandes de l'OPH pour l'année 2022.

Article 2. Modalités d'attribution des missions

Par la présente lettre de mission cadre, l'OPH déclare envisager de confier au GIE les missions et volumes mentionnés dans l'annexe 1. Les missions et volumes indiqués sont prévisionnels et ne sont pas constitutifs d'un engagement contractuel ferme.

Les volumes que le GIE traitera pour l'OPH seront notifiés par celle-ci au GIE à travers une ou plusieurs lettres de mission particulières dont un modèle est annexée aux présentes préalablement à toute mise en œuvre.

Le GIE disposera de 10 jours ouvrés à compter de la réception de chaque lettre de mission particulière pour en accepter les termes. Au terme de ce délai, la lettre de mission particulière sera réputée acceptée par le GIE. La lettre de mission particulière pourra être annuelle et devra fixer, en tout état de cause, la durée pendant laquelle les missions seront assurées par le GIE.

Une fois la lettre de mission particulière acceptée par le GIE, celle-ci acquerra valeur contractuelle entre l'OPH et le GIE.

Au cours de l'exécution de chaque lettre de mission particulière, l'OPH pourra notifier au GIE, *via* une lettre de mission particulière modificative, une modification de la nature ou du volume des missions à accomplir avec un délai de prévenance de 15 jours ouvrés. L'acceptation par le GIE d'une lettre de mission particulière modificative a lieu dans les mêmes conditions que pour les lettres de missions particulières.

La réalisation de la mission fera l'objet d'un livrable transmis à l'OPH.

Les relations contractuelles résultant de la présente lettre de mission cadre et de chaque lettre de mission particulière s'inscrivent dans une relation de quasi-régie au sens du code de la commande publique, ce qui dispense l'OPH de mettre en concurrence les prestations à réaliser par le GIE compte tenu du contrôle qu'elle exerce sur lui avec les autres membres du GIE et du fait que celui-ci réalise ses activités exclusivement pour ses membres.

Article 3. Passation des contrats au nom et pour le compte de l'OPH Pas de Calais Habitat

Pour la passation des contrats et des marchés au nom et pour le compte de l'OPH, lorsqu'une telle mission est déléguée au GIE par les lettres de mission particulières, celui-ci doit appliquer, sous réserve de règles plus contraignantes applicables à l'OPH, le Code interne des marchés et procédure achat du groupe CDC Habitat (CIMPA) qui précise la mise en œuvre du code de la commande publique au sein du GIE.

Article 4. Dispositions diverses

Compte tenu de la structure propre au GIE et du fait que la participation de ses membres est calculée au coût réel de fonctionnement du GIE, les obligations résultant de la présente lettre de mission cadre et de chaque lettre de mission particulière ne seront pas rémunérées. En l'absence de rémunération du GIE, aucune pénalité ne pourra lui être appliquée.

Les ressources nécessaires au financement des activités du GIE sont assurées au moyen d'appel de fonds annuels répartis entre les membres de façon à faire supporter à chacun d'eux la quote-part la plus exacte possible de la dépense qui leur incombe payables semestriellement arrêtés sur la base du budget prévisionnel de fonctionnement.

L'OPH devra fournir au GIE, pendant la durée des missions, toutes les informations, tous les renseignements, tous les documents et toute l'assistance raisonnablement nécessaire pour lui permettre de réaliser l'objet des missions et d'assurer, dans de bonnes conditions, la fourniture desdites missions.

Le GIE ne pourra pas agir en justice pour le compte de l'OPH. Néanmoins, il apportera son assistance technique dans les instances en lien avec les missions qu'il assume et auxquelles l'OPH serait partie, qu'elle le soit en qualité de demandeur, de défendeur ou d'intervenant.

Le GIE est responsable de ses manquements aux obligations contractuelles qui résultent des missions qui lui sont confiées au titre de la présente lettre de mission cadre et des lettres de missions particulières conclues sur son fondement.

La présente lettre de mission cadre sera résiliée de plein droit si l'OPH cesse d'être membre du GIE.

Fait à Paris, le []

Pas de Calais habitat

Le GIE

Par : Bruno FONTALIRAND

Par : Clément LECUIVRE

Directeur général

Administrateur unique

Annexe 1 de la lettre de mission cadre ES

Partenaire	Direction en charge	GIE	Année	Domaine	Mission	Détail de la mission confiée	Pré requis
OPH pas de calais habitat	DPOCG	ES	2022	Sûreté	Mise à disposition + formation sur sentinelle	Demarrage en site pilote sur un périmètre de 2 sites pilotes	Un interlocuteur privilégié est requis pour fournir toutes les données nécessaires à la prestation
OPH pas de calais habitat	DPOCG	ES	2022	Sûreté	Mise à disposition + formation sur sentinelle	Deploiement sur l'ensemble du parc à la suite du démarrage en sites pilotes	Un interlocuteur privilégié est requis pour fournir toutes les données nécessaires à la prestation

ANNEXE 2

LETTRE ANNUELLE DE MISSION CADRE DE L'OPH PAS-DE-CALAIS HABITAT AU GIE SIN POUR L'ANNEE 2022

ENTRE

PAS DE CALAIS HABITAT, Office public de l'habitat, dont le siège est à ARRAS (Pas de Calais), 4 avenue des Droits de l'Homme, Etablissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé au registre du commerce et des sociétés d'Arras sous le numéro 344 077 672, représenté par Bruno Fontalirand, Directeur général, dûment habilité à l'effet des présentes

ci-après dénommée l' «OPH »

ET

Le **GIE SIN**, groupement d'intérêt économique sans capital, dont le siège social est à MONTPELLIER au 125 avenue de Lodève, immatriculé au registre du commerce et des Sociétés de MONTPELLIER sous le numéro 488 944 976, représenté par Clément LECUIVRE, Administrateur unique, dûment habilité à l'effet des présentes.

ci-après dénommé le « *GIE* »

Article 1. Objet

La présente lettre de mission cadre a pour objet de définir les missions que l'OPH entend confier au GIE et leurs modalités d'attribution ainsi que de donner une indication prévisionnelle sur l'importance des moyens que le GIE devra mobiliser afin de répondre aux demandes de l'OPH pour l'année 2022.

Article 2. Modalités d'attribution des missions

Par la présente lettre de mission cadre, l'OPH déclare envisager de confier au GIE les missions et volumes mentionnés dans l'annexe 1. Les missions et volumes indiqués sont prévisionnels et ne sont pas constitutifs d'un engagement contractuel ferme.

Les volumes que le GIE traitera pour l'OPH seront notifiés par celle-ci au GIE à travers une ou plusieurs lettres de mission particulières dont un modèle est annexé aux présentes préalablement à toute mise en œuvre.

Le GIE disposera de 10 jours ouvrés à compter de la réception de chaque lettre de mission particulière pour en accepter les termes. Au terme de ce délai, la lettre de mission particulière sera réputée acceptée par le GIE. La lettre de mission particulière pourra être annuelle et devra fixer, en tout état de cause, la durée pendant laquelle les missions seront assurées par le GIE.

Une fois la lettre de mission particulière acceptée par le GIE, celle-ci acquerra valeur contractuelle entre l'OPH et le GIE.

Au cours de l'exécution de chaque lettre de mission particulière, l'OPH pourra notifier au GIE, *via* une lettre de mission particulière modificative, une modification de la nature ou du volume des missions à accomplir avec un délai de prévenance de 15 jours ouvrés. L'acceptation par le GIE d'une lettre de mission particulière modificative a lieu dans les mêmes conditions que pour les lettres de missions particulières.

La réalisation de la mission fera l'objet d'un livrable transmis à l'OPH.

Les relations contractuelles résultant de la présente lettre de mission cadre et de chaque lettre de mission particulière s'inscrivent dans une relation de quasi-régie au sens du code de la commande publique, ce qui dispense l'OPH de mettre en concurrence les prestations à réaliser par le GIE compte tenu du contrôle qu'elle exerce sur lui avec les autres membres du GIE et du fait que celui-ci réalise ses activités exclusivement pour ses membres.

Article 3. Passation des contrats au nom et pour le compte de l'OPH Pas de Calais Habitat

Pour la passation des contrats et des marchés au nom et pour le compte de l'OPH, lorsqu'une telle mission est déléguée au GIE par les lettres de mission particulières, celui-ci doit appliquer, sous réserve de règles plus contraignantes applicables à l'OPH, le Code interne des marchés et procédure achat du groupe CDC Habitat (CIMPA) qui précise la mise en œuvre du code de la commande publique au sein du GIE.

Article 4. Dispositions diverses

Compte tenu de la structure propre au GIE et du fait que la participation de ses membres est calculée au coût réel de fonctionnement du GIE, les obligations résultant de la présente lettre de mission cadre et de chaque lettre de mission particulière ne seront pas rémunérées. En l'absence de rémunération du GIE, aucune pénalité ne pourra lui être appliquée.

Les ressources nécessaires au financement des activités du GIE sont assurées au moyen d'appel de fonds annuels répartis entre les membres de façon à faire supporter à chacun d'eux la quote-part la plus exacte possible de la dépense qui leur incombe payables semestriellement arrêtés sur la base du budget prévisionnel de fonctionnement.

L'OPH devra fournir au GIE, pendant la durée des missions, toutes les informations, tous les renseignements, tous les documents et toute l'assistance raisonnablement nécessaire pour lui permettre de réaliser l'objet des missions et d'assurer, dans de bonnes conditions, la fourniture desdites missions.

Le GIE ne pourra pas agir en justice pour le compte de l'OPH. Néanmoins, il apportera son assistance technique dans les instances en lien avec les missions qu'il assume et auxquelles l'OPH serait partie, qu'elle le soit en qualité de demandeur, de défendeur ou d'intervenant.

Le GIE est responsable de ses manquements aux obligations contractuelles qui résultent des missions qui lui sont confiées au titre de la présente lettre de mission cadre et des lettres de missions particulières conclues sur son fondement.

La présente lettre de mission cadre sera résiliée de plein droit si l'OPH cesse d'être membre du GIE.

Fait à Paris, le []

Pas-de-Calais habitat

Le GIE

Par : Bruno FONTALIRAND

Par : Clément LECUIVRE

Directeur général

Administrateur unique

Annexe 1 de la lettre de mission cadre SIN

Année	Domaine	Mission	Détail de la mission confiée	Pré requis
2022	informatique	Utilisation de l'application sentinelle	Demarrage en site pilote sur un périmètre de 2 sites pilotes	Un interlocuteur privilégié est requis pour fournir toutes les données nécessaires à la prestation
2022	informatique	Utilisation de l'application sentinelle	Deploiement sur l'ensemble du parc à la suite du démarrage en sites pilotes	Un interlocuteur privilégié est requis pour fournir toutes les données nécessaires à la prestation

ANNEXE 3 MODELES DE LETTRES DE MISSIONS PARTICULIERES

LETTRE DE MISSION PARTICULIERE DE L'OPH PAS DE CALAIS HABITAT AU GIE EXPERTISE ET SUPPORT

ENTRE

PAS DE CALAIS HABITAT, Office public de l'habitat, dont le siège est à ARRAS (Pas de Calais), 4 avenue des Droits de l'Homme, Etablissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé au registre du commerce et des sociétés d'Arras sous le numéro 344 077 672, représenté par Bruno Fontalirand, Directeur général, dûment habilité à l'effet des présentes,

ci-après dénommée l' « OPH »

ET

Le **GIE** Expertise et Support, groupement d'intérêt économique sans capital, dont le siège social est à PARIS, 33 avenue Pierre Mendès France, immatriculé au registre du commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 510 189 632, représenté par LECUIVRE Clément, administrateur unique, dûment habilité à l'effet des présentes.

ci-après dénommé le « GIE »

L'OPH et le GIE sont ci-après collectivement dénommés « *les Parties* ».

Article 1. Cadre des relations contractuelles

La présente lettre de mission particulière est notifiée par l'OPH au GIE sur le fondement de la lettre annuelle de mission cadre signée le [] entre les Parties.

Les stipulations de la lettre de mission cadre s'appliquent de plein droit à la présente lettre de mission particulière.

Article 2. Missions confiées au GIE

L'OPH confie au GIE, qui l'accepte, la prise en charge des missions et des volumes renseignés à l'annexe 1.

Article 3. Durée des missions confiées au GIE

Les missions sont confiées au GIE pour l'année 2022.

Fait à Paris, le []

PAS-DE-CALAIS HABITAT

Le GIE

Par : Bruno FONTALIRAND

Par : Clément LECUIVRE

Directeur général

Administrateur unique

LETTRE DE MISSION PARTICULIERE DE L'OPH PAS DE CALAIS HABITAT AU GIE SIN

ENTRE

PAS DE CALAIS HABITAT, Office public de l'habitat, dont le siège est à ARRAS (Pas de Calais), 4 avenue des Droits de l'Homme, Etablissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé au registre du commerce et des sociétés d'Arras sous le numéro 344 077 672, représenté par Bruno Fontalirand, Directeur général, dûment habilité à l'effet des présentes,

ci-après dénommée l' « OPH »

ET

Le **GIE SIN**, groupement d'intérêt économique sans capital, dont le siège social est à MONTPELLIER au 125 avenue de Lodève, immatriculé au registre du commerce et des Sociétés de MONTPELLIER sous le numéro 488 944 976, représenté par Clément LECUIVRE, administrateur unique, dûment habilité à l'effet des présentes.

ci-après dénommé le « GIE »

L'OPH et le GIE sont ci-après collectivement dénommés « *les Parties* ».

Article 1. Cadre des relations contractuelles

La présente lettre de mission particulière est notifiée par l'OPH au GIE sur le fondement de la lettre annuelle de mission cadre signée le [] entre les Parties.

Les stipulations de la lettre de mission cadre s'appliquent de plein droit à la présente lettre de mission particulière.

Article 2. Missions confiées au GIE

L'OPH confie au GIE, qui l'accepte, la prise en charge des missions et des volumes renseignés à l'annexe 1.

Article 3. Durée des missions confiées au GIE

Les missions sont confiées au GIE pour l'année 2022.

Fait à Paris, le []

PAS-DE-CALAIS HABITAT

Le GIE

Par : Bruno FONTALIRAND

Par : Clément LECUIVRE

Directeur général

Administrateur unique

ANNEXE 4 CONVENTIONS DE GROUPEMENTS DE FAIT

CONVENTION DE GROUPEMENT DE FAIT ENTRE LE GIE EXPERTISE ET SUPPORT ET PAS-DE-CALAIS HABITAT

Entre les soussignés :

Le **GIE Expertise et Support**, dont le siège social est sis 33 avenue Pierre Mendès France à Paris (75013), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 510 189 632, représenté par Monsieur Clément LECUIVRE, en sa qualité d'Administrateur Unique (le **GIE**),

Et

L'**Office Public de l'Habitat Pas-de-Calais Habitat**, établissement public à caractère Industriel et commercial, dont le siège social est situé 4 avenue des Droits de l'Homme, CS 20926 à Arras (62022 Cedex), immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'Arras sous le numéro 344 077 672, représentée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, en sa qualité de Directeur Général (l'**OPH**),

PREAMBULE :

Pas-de-Calais Habitat est membre du **GIE Expertise et Support** constitué avec les sociétés dont la liste figure en **Annexe A**.

Le GIE a pour objet celui figurant en **Annexe B**.

Les dispositions de l'article 5.1 du règlement intérieur du GIE prévoient qu'« *en tant que de besoin et à la demande du Groupement, chaque membre s'engage à mettre à la disposition de celui-ci les moyens matériels et le personnel décidés par l'Assemblée Générale et qui sont nécessaires à l'activité du Groupement* ».

Les modalités de cette mise à disposition feront l'objet d'une convention particulière avec la structure membre concerné.

Il est d'ores et déjà précisé que :

- *cette mise à disposition sera facturée au Groupement à son prix de revient dans la structure membre (au marc l'euro) ;*
- *les personnels mis à disposition seront placés sous le contrôle et la responsabilité de l'Administrateur du Groupement de qui ils recevront les instructions nécessaires à leurs fonctions et auquel ils rendront compte. »*

En conséquence, et dans ce contexte, il est constaté entre le GIE Expertise et Support et Pas-de-Calais Habitat, l'existence d'un groupement de fait régi par l'article 261 B du Code Général des Impôts et les dispositions du BOI-TVA-CHAMP-30-10-40.

A cet égard, il est à noter qu'aucune convention de mise à disposition de personnels n'a été conclue entre le GIE et la Société.

Le groupement de fait fonctionne selon les conditions suivantes :

ARTICLE 1 :

Le GIE et l'OPH engagent en commun les dépenses afférentes aux services décrits à l'article 2 du contrat constitutif du GIE figurant en **Annexe B**.

ARTICLE 2 :

Les dépenses engagées par les deux parties feront l'objet d'une répartition selon les modalités prévues à l'article 7 du Règlement Intérieur du GIE, qui permettent d'affecter aussi exactement que possible à chaque partie la quote-part qui lui incombe dans les dépenses communes.

ARTICLE 3 :

La présente convention qui est applicable à compter de sa signature est conclue pour une durée de cinq (5) ans à compter de cette date. Elle est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée, sauf dénonciation moyennant un préavis de six (6) mois. Elle cessera de plein droit en cas de perte de la qualité de membre du GIE de l'OPH.

Fait à Paris, le [●], sous le format d'un écrit électronique, conformément aux dispositions des articles 1366 et 1367 du Code civil (*) .

L'OPH

(Signatures habilitées)

Le GIE

* Les Parties s'entendent de convention expresse pour désigner Paris (France) comme lieu de signature des présentes, la date de signature des présentes étant réputée être le [●], nonobstant d'éventuelles signatures électroniques apposées à des dates différentes.

Annexe A – Liste des membres du GIE

Le GIE Expertise et Support est constitué des 16 membres suivants :

CDC Habitat Social Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré
CDC Habitat
SAS Sainte Barbe
GIE Centre Contact Client
Société d'Economie Mixte Immobilière de Rambouillet
Brest Métropole Habitat
GIE CDC Habitat Outre-Mer
Ysalia Centre Loire Habitat SA d'HLM
Ysalia Garonne Habitat SA d'HLM
SEMISO
VICHY Habitat
SAIEM de Construction de Draguignan
Maison des Elèves de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures
SAIEM AGIRE
Habitat Perpignan Méditerranée
Pas-de-Calais Habitat

Annexe B – Objet du GIE

Contrat constitutif du GIE Expertise et Support :

« ARTICLE 2 - OBJET

Le Groupement a pour objet la mise à la disposition de ses membres, des services communs en moyens généraux, matériels et en personnels, nécessaires à leur activité et, accessoirement, la passation de contrats de prestations de services avec des tiers.

Le Groupement a notamment pour objet la mise en commun de moyens pour des fonctions support notamment dans les domaines de la comptabilité, financier et du contrôle de gestion, des ressources humaines, de la communication, des moyens généraux, du contrôle interne et de la conformité, du juridique, des grands projets et de l'innovation, des achats, de l'assistance générale à la gestion locative et à la gestion patrimoniale.

Le Groupement a également pour objet de prêter son concours aux opérations portant sur les biens d'autrui, en ce compris ses membres, relatives à l'achat, la vente, la recherche, l'échange, la location ou sous-location d'immeubles, à la gestion immobilière et à l'exercice des fonctions de syndic de copropriété.

Le Groupement ne poursuit aucun but lucratif. »

**CONVENTION DE GROUPEMENT DE FAIT
ENTRE LE GIE SYSTEMES D'INFORMATION ET NUMERIQUE
ET PAS-DE-CALAIS HABITAT**

Entre les soussignés :

Le **GIE Systèmes d'Information et Numérique**, groupement d'intérêt économique sans capital, dont le siège social est sis 125 avenue de Lodève à Montpellier (34030), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro 488 944 976, représenté par Monsieur Clément LECUIVRE, en sa qualité d'Administrateur Unique (le **GIE**),

Et

L'**Office Public de l'Habitat Pas-de-Calais Habitat**, établissement public à caractère Industriel et commercial, dont le siège social est situé 4 avenue des Droits de l'Homme, CS 20926 à Arras (62022 Cedex), immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'Arras sous le numéro 344 077 672, représentée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, en sa qualité de Directeur Général (l'**OPH**),

PREAMBULE :

Pas-de-Calais Habitat est membre du **GIE Systèmes d'Information et Numérique** constitué avec les sociétés dont la liste figure en **Annexe A**.

Le GIE a pour objet celui figurant en **Annexe B**.

Les dispositions de l'article 5.1 du règlement intérieur du GIE prévoient qu'« *en tant que de besoin et à la demande du Groupement, chaque membre s'engage à mettre à la disposition de celui-ci les moyens matériels et le personnel décidés par l'Assemblée Générale et qui sont nécessaires à l'activité du Groupement.*

Les modalités de cette mise à disposition feront l'objet d'une convention particulière avec la structure membre concerné.

Il est d'ores et déjà précisé que :

- *cette mise à disposition sera facturée au Groupement à son prix de revient dans la structure membre (au marc l'euro) ;*
- *les personnels mis à disposition seront placés sous le contrôle et la responsabilité de l'Administrateur du Groupement de qui ils recevront les instructions nécessaires à leurs fonctions et auquel ils rendront compte. »*

En conséquence, et dans ce contexte, il est constaté entre le GIE Systèmes d'Information et Numérique et Pas-de-Calais Habitat, l'existence d'un groupement de fait régi par l'article 261 B du Code Général des Impôts et les dispositions du BOI-TVA-CHAMP-30-10-40.

A cet égard, il est à noter qu'aucune convention de mise à disposition de personnels n'a été conclue entre le GIE et la Société.

Le groupement de fait fonctionne selon les conditions suivantes :

ARTICLE 1 :

Le GIE et l'OPH engagent en commun les dépenses afférentes aux services décrits à l'article 2 du contrat constitutif du GIE figurant en **Annexe B**.

ARTICLE 2 :

Les dépenses engagées par les deux parties feront l'objet d'une répartition selon les modalités prévues à l'article 7 du Règlement Intérieur du GIE, qui permettent d'affecter aussi exactement que possible à chaque partie la quote-part qui lui incombe dans les dépenses communes.

ARTICLE 3 :

La présente convention qui est applicable à compter de sa signature est conclue pour une durée de cinq (5) ans à compter de cette date. Elle est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée, sauf dénonciation moyennant un préavis de six (6) mois. Elle cessera de plein droit en cas de perte de la qualité de membre du GIE de l'OPH.

Fait à Paris, le [●], sous le format d'un écrit électronique, conformément aux dispositions des articles 1366 et 1367 du Code civil (*).

L'OPH

(Signatures habilitées)

Le GIE

* Les Parties s'entendent de convention expresse pour désigner Paris (France) comme lieu de signature des présentes, la date de signature des présentes étant réputée être le [●], nonobstant d'éventuelles signatures électroniques apposées à des dates différentes.

Annexe A – Liste des membres du GIE

Le GIE Systèmes d'Information et Numérique est constitué des 17 membres suivants :

CDC Habitat Social Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré
CDC Habitat
SAS Sainte Barbe
GIE Centre Contact Client
GIE Services Clients
Société d'Economie Mixte Immobilière de Rambouillet
Brest Métropole Habitat
GIE CDC Habitat Outre-Mer
Ysalia Centre Loire Habitat SA d'HLM
Ysalia Garonne Habitat SA d'HLM
Maisons & Cités
VICHY Habitat
Maison des Elèves de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures
SAIEM AGIRE
Habitat Perpignan Méditerranée
Pas-de-Calais Habitat
EBS Habitat

Annexe B – Objet du GIE

Contrat constitutif du GIE Systèmes d'Information et Numérique :

« ARTICLE 2 - OBJET

Le Groupement a pour objet la mise à disposition de ses membres, des services communs en moyens généraux et en personnels, nécessaires à leur exploitation et, accessoirement, la passation de contrats de prestations de services avec des tiers.

Et, généralement, faire toutes opérations mobilières ou immobilières susceptibles d'aider la réalisation de l'objet social.

Le Groupement ne poursuit aucun but lucratif. »